

Report of the Annual Meeting

Rapports annuels de la Société historique du Canada

Report of the Annual Meeting

La crise agricole dans le Bas-Canada, 1802-1837

Fernand Ouellet and Jean Hamelin

Volume 41, Number 1, 1962

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/300596ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/300596ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0317-0594 (print)

1712-9095 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ouellet, F. & Hamelin, J. (1962). La crise agricole dans le Bas-Canada, 1802-1837. *Report of the Annual Meeting / Rapports annuels de la Société historique du Canada*, 41(1), 17–33. <https://doi.org/10.7202/300596ar>

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1962

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LA CRISE AGRICOLE DANS LE BAS-CANADA, 1802-1837¹

par

Fernand OUELLET et Jean HAMELIN
Université Laval

Les historiens les plus attentifs aux réalités économiques n'ont pas eu de peine à saisir l'importance de certaines transformations majeures qui eurent lieu au début du 19^e siècle. C'est pourquoi le déclin du commerce des fourrures de même que la montée spectaculaire du trafic des bois et des céréales du Haut-Canada ont souvent fait l'objet de vigoureux exposés. Il ne s'agit pas ici de sous-estimer la portée de ces modifications structurelles mais plutôt de mettre en évidence un autre phénomène central bien caractéristique de cette époque d'anarchie. La dégénérescence de l'agriculture dans le Bas-Canada où la population rurale représentait près de 80% des effectifs démographiques et où l'idéologie dominante reflétait au plus haut point cet équilibre, apparaît comme un événement particulièrement lourd de conséquences. D'autres historiens avant nous ont abordé ce problème. La thèse de Maurice Séguin, *l'Agriculture et la Nation canadienne*², fait état des graves difficultés que rencontrèrent les paysans canadiens-français du temps. Mais le professeur Séguin semble avoir été trop désireux de justifier le rôle du régime seigneurial, «ce bouclier de la nation canadienne»; de sorte que cette préoccupation un peu exclusive l'a empêché de comprendre l'ampleur réelle des malaises agricoles. Quant au texte du professeur Parker, publié en 1959 dans la *Canadian Historical Review*³, il appelle aussi de sérieuses réserves. En effet l'auteur prétend que l'épidémie de la *mouche à blé* fut dès 1831 le point de départ d'une révolution forcée dans l'agriculture bas-canadienne. Désormais on allait assister au remplacement de la culture du blé par celle de l'avoine et de l'orge. Ces observations exactes mais partielles ne s'appuient que sur les données brutes des recensements de 1831 et de 1844. Pourtant le blé ne représentait déjà plus en 1831 que 20% de la récolte alors qu'il en formait encore 65 à 70% vers 1800. La nouvelle phase de déclin qui se prolonge après 1844 — année où le blé en signifie plus que 4% de la récolte — n'est pas aussi brutale qu'on pourrait le croire à la lecture de l'article de Parker. Les chiffres de ces deux recensements, parce qu'ils appartiennent à des conjonctures diffé-

¹ Ce texte donne les lignes générales d'un aspect d'une *Histoire économique de la Province de Québec* (1760-1896) entreprise en collaboration par F. Ouellet, J. Hamelin, J. Letarte, P. Houde et dont le premier volume couvrira la période 1760 à 1851.

² Thèse de doctorat présentée à l'Université de Montréal mais encore inédite.

³ W. H. Parker, *A New Look at Unrest in Lower Canada in the 1830's*, CHR, (1959), livraison de sept., p. 209-218.

rentes (1831 : moisson exceptionnelle; 1844 : année de mauvaise récolte), ne sauraient seuls servir à établir avec précision la tendance à long terme. Ce qui voudrait dire que le changement dont parle le professeur Parker se serait amorcé longtemps avant 1831 et que l'épidémie de la mouche à blé n'aurait qu'accélééré un phénomène en pleine marche. Les témoignages des contemporains et les séries chiffrées en fournissent des preuves irréfutables. Ainsi un observateur déclarait en 1831 : «Une grande amélioration se manifeste dans cette branche (agriculture) par l'emploi plus général du fumier pour la culture des patates. En effet l'extension surprenante de la culture de ce comestible précieux opère d'elle-même une révolution presque entière dans la culture canadienne.»⁴ Au reste, cette substitution n'est pas le moteur principal du malaise agricole; elle est plutôt une réponse parmi plusieurs autres à la détérioration générale de l'agriculture du Bas-Canada après 1801.

I. L'ENRACINEMENT DE LA CRISE :

On aurait tort de croire que la dégradation de l'agriculture bascanadienne n'avait pas certaines racines dans le passé. Sous le régime français, la conjoncture avait été nettement défavorable aux classes paysannes. L'absence presque complète de marché extérieur, la faible montée des prix pendant la première moitié du 18^e siècle, de même que l'état arriéré des techniques avaient voué l'agriculture à ne remplir que des fonctions de subsistance. La routine paysanne avait même provoqué une détérioration des sols. On parle bien de prospérité après 1713 mais ce n'est là qu'une vérité toute relative. L'augmentation de la production suit pas à pas celle de la population et des concessions de terres. De 1706 à 1740, quand le blé accapare de 65 à 73% de la récolte, les rendements se maintiennent toujours à un très bas niveau, soit entre 6.7 à 4.1 minots à l'arpent. Le fléchissement progressif des rendements, quand les défrichements ralentissent ou restent stationnaires, est déjà un des traits marquants de l'exploitation agricole canadienne-française. Du paysan moyen de 1739, on aurait pu dire ce qu'on dira du producteur de 1850 : «Le système canadien-français, affirmait un observateur entendu, au contraire implique le principe (si l'on veut s'exprimer ainsi) *de la détérioration du sol*. La conséquence est que le cultivateur canadien, après quelques années d'exploitation, trouve son sol épuisé et est lui-même appauvri.»⁵

⁴ JALBC, (1831-32), ap. D.

⁵ JALBC, (1851), ap. J. «Le principe fondamental de l'agriculture anglaise est l'amélioration du sol, conformément aux systèmes les plus approuvés — en pratique aussi bien qu'en théorie — et lorsque ce principe n'est pas suivi c'est à cause du manque de capitaux suffisants pour utiliser les avantages de l'habileté ou du manque de terres assez vastes pour l'union du capital et de l'habileté. Il est évident que cinquante ou soixante arpents en culture (environ la moyenne des terres défrichées pour les fermes de cent arpents appartenant aux Anglais) ne peuvent admettre qu'une application très limitée des procédés modernes, ou même l'emploi

Mais, après le grave accident cyclique de 1760, la conjoncture se modifie. L'expansion progressive du marché extérieur provoque une augmentation à long terme des prix agricoles. Ces circonstances nouvelles et les perspectives de hausse des taux des cens et rentes incitent les seigneurs à d'abondantes concessions de terres. L'accélération des défrichements, résultat de la croissance démographique et du caractère plus rémunérateur de l'activité agricole, entraîne d'elle-même une augmentation rapide de la production voire même des rendements. D'ailleurs les immigrants anglo-saxons suscitent par leur exemple une amélioration des techniques et de l'équipement.⁶ De même la présence d'une bourgeoisie d'affaires locale, sensible aux possibilités du marché impérial, se révèle alors éminemment précieuse. C'est elle qui prend l'initiative de construire de nouveaux moulins qui vont permettre à la farine canadienne de supporter la concurrence extérieure, rôle que la plupart des vieux moulins seigneuriaux étaient incapables de remplir. Ainsi en 1788, 300,000 minots de blé furent convertis en farine dans ces grandes meuneries de la région de Québec.⁵ Tout cela stimule les paysans à produire davantage et c'est grâce au blé, autant qu'aux fourrures, qu'ils participent maintenant à une existence plus largement impériale. D'année en année, les surplus de céréales deviennent plus considérables et le revenu du paysan industriel croît en proportion. Il peut alors se permettre de dépenser davantage pour l'achat de ses vêtements et mieux se livrer à la satisfaction de ses goûts somptuaires.

Il ne faudrait cependant pas exagérer les progrès accomplis à la fin du 18^e siècle. Avec les cultivateurs écossais, l'agriculture moderne fait sans doute son apparition mais elle ne semble avoir influencé qu'une petite élite autour des villes et dans les campagnes. L'abondance des concessions de terres par les seigneurs demeure l'explication fondamentale de la poussée agricole de l'époque. On doit même dire que la masse paysanne n'a pas été touchée profondément par ce réveil qui, pour être durable, devait amener une révision des pratiques agricoles.⁷ Les témoignages des contem-

d'une main d'oeuvre inexpérimentée obtenue à prix d'argent. La preuve que le cultivateur anglais connaît bien la puissance de ces agents, pour améliorer sa culture et augmenter par là ses produits, résulte du fait qu'il s'en prévaut aussitôt qu'il a pu accumuler graduellement les moyens nécessaires. Il s'ensuit que dans les parties du pays où sont établis depuis vingt ou vingt-cinq ans des cultivateurs industriels et économes, le système de culture n'est pas inférieur à ce qu'il est en moyenne en Grande-Bretagne". Ibid., (1851).

⁶ R. L. Jones, *Agriculture in Lower Canada (1702-1815)*, CHR, (1946), p. 33-51.

⁷ L'esprit de routine fortement ancré depuis des générations demeurait extrêmement tenace même chez les hommes instruits chez qui assez souvent la paresse philosophique masquait la simple paresse caractérolgique. Une lettre de D.-B. Papineau à son oncle François le montre bien. "Que je souhaiterais que vous puissiez venir ici faire avec moi les expériences sur l'agriculture mentionnées dans votre auteur; cependant je pense que nous n'aurons pas assés de patience et de constance à nous deux (qui faisons une profession ouverte d'une paresse philosophique) pour pouvoir suivre ces expériences bien loin. Raillerie à part je me propose de faire quelques essais; mais pour exécuter en grand cette nouvelle agriculture; les sai-

porains confirment ce jugement. Au reste, la détérioration rapide de l'agriculture bas-canadienne après 1802 prouve le caractère superficiel des conquêtes antérieures.

Dès le début du 19^e siècle, la tendance majeure se renverse. Désormais la production du blé ira régressant. Il est certain que la récolte exceptionnelle de 1801 surpassait en volume et en qualité la non moins exceptionnelle moisson de 1830.⁸ Il s'agit là d'une modification particulièrement importante. En effet, depuis la seconde moitié du 17^e siècle, l'agriculture avait reposé sur la culture d'une céréale principale : le blé, base essentielle d'une alimentation complétée par les pois, le lard et, plus tard en temps de disette, par la patate. Les produits secondaires, tels la patate, le blé d'inde, culture héritée des Indiens, et l'avoine, étaient affectés à la nourriture des quelques animaux de la ferme. La courbe des exportations de céréales qui reflète assez justement le recul du blé, n'est pas uniforme dans sa présentation. Même si elle établit dans ses grandes lignes une évolution irrémédiable, elle révèle aussi d'étonnants sursauts. Les exportations des années 1812, 1825 et 1831 expriment le refus évident des paysans de se plier à une orientation qui paraîtra irrésistible. Cela signifie donc que les habitants n'ont pas assisté de gaieté de cœur à ce mouvement qui, à plus ou moins brève échéance, entraînait la disparition de leurs habitudes les plus chères.

De 1802 à 1812, on enregistre un premier retrait des exportations qu'on peut évaluer au minimum à 31%. Ce fléchissement ne peut être attribué à une contraction du marché extérieur; il dépend essentiellement d'une baisse de la production. Evidemment on parlera, pour expliquer ce phénomène de conditions climatiques défavorables et d'invasion de la mouche à blé, des sauterelles et des chenilles; mais ce ne furent là que des événements annuels et localisés.⁹ On ne doit pas négliger non plus le fait que les seigneurs deviennent dès cette époque beaucoup plus avarés de concessions de terres. Il reste finalement que cette diminution de la production avait sa source dans le régime agraire du Bas-Canada.

sons courtes et la main d'œuvre chère comme elles le sont dans ce pays je suis persuadé que jamais on ne pourra réussir ici tant que les circonstances seront les mêmes. Quand au mill plough se seroit une excellente amelioration pour nous et je me propose de m'en servir un jour à venir. Encore une chose dont l'on pourroit tirer un assés grand avantage c'est la façon de mettre plusieurs coutres à une même charrue... » Lettre écrite de la Petite-Nation « 29 févr. 1812 ». APQ,P.B. Pendant ce temps, le voisin de Papineau, P. Wright, réussissait à merveille ses expériences agricoles. Quant à la seigneurie de la Petite-Nation, propriété du chef patriote, elle se maintiendra, avec ses très bas rendements, dans la ligne traditionnelle. Le rendement moyen à l'arpent en 1831 n'était que de 6 minots.

⁸ En 1797, La Rochefoucauld Liancourt évaluait la production de blé du Bas-Canada à 4 millions de boisseaux. *Voyage dans les Etats-Unis d'Amérique « 1795-97 »*, t. II, p. 216-232.

⁹ *Histoire de la paroisse de Champlain*, t. II, p. 272ss.; *Eighty Years Progress*, « 1863 », p. 454ss.

La situation des producteurs de céréales du Bas-Canada s'aggrave encore pendant la décennie suivante. Les exportations de céréales dégringolèrent de 73%. Pour expliquer cette conjonction de malheurs, les paysans évoquèrent la vieille croyance aux sept années consécutives de famine.¹⁰ Il est vrai que la guerre de 1812 avait, d'une certaine façon, nui à l'agriculture; il est vrai aussi qu'après le conflit le marché impérial avait eu tendance à se refermer; mais ces événements ne sauraient rendre compte de l'extrême vulnérabilité de la production céréalière face aux perturbations extérieures. Ici le témoignage de Meiklejohn, exportateur de céréales, mérite d'être considéré. Le Bas-Canada, disait-il en 1822, est à la veille de devenir un gros consommateur de blé étranger. A moins qu'on incite les paysans «à des améliorations, ajoute-t-il, les choses viendront encore pis, car les habitants continuent leurs successions de moissons qui épuisent le sol, telles que le bled, l'avoine et autres grains, au lieu d'adopter une succession de moissons vertes, et faire des prairies plutôt que de laisser la terre en friche». ¹¹ Déjà, à cette date, la qualité inférieure de la farine bas-canadienne l'empêchait de concurrencer celle des États-Unis et du Haut-Canada sur le marché extérieur. Les exportations au port de Québec en font foi. L'enquête de Meiklejohn et les séries chiffrées dont nous disposons font état de ces moments cruciaux de transition.

Après 1823, le Bas-Canada ne connaît plus que deux moissons abondantes : celles de 1824 et de 1830. Désormais on ne parle plus que de très faibles surplus et de déficits qui s'amplifient considérablement après l'invasion de la mouche à blé en 1831. Dès lors le Bas-Canada devient un gros consommateur de farine du Haut-Canada et des États-Unis.

Le recul de la culture du blé comportait le recours à d'autres produits de remplacement. La culture des céréales secondaires panifiables fit bien quelque progrès; mais elles demeurèrent des productions peu considérables. Avaient-elles de l'avenir sur un sol épuisé? Toujours est-il que les habitants adoptèrent progressivement, après 1802, la patate comme produit principal. En 1819, le président de la société d'agriculture de Montréal affirme que la culture de la patate «est devenue presque universelle». ¹² Fait plus important encore, les paysans en font peu à peu la base de leur alimentation. De 1827 à 1831, elle accapare 46% de la récolte de l'habitant bas-canadien. Les pois et l'orge reçoivent à cette époque une attention beaucoup plus grande. Quant à l'avoine, ce n'est qu'entre les années 1831 et 1844 qu'elle devint un produit important. De 17% de la récolte qu'elle est toujours en 1827, elle en forme 33% en 1844. D'ailleurs des différences appréciables existent quant à la répartition de ces divers produits entre les districts de Montréal, de Québec, des Trois-Rivières, de Saint-François et de Gaspé.

¹⁰ *Histoire de la paroisse de Champlain.*

¹¹ JALBC, 1823, ap. T.

¹² *Ibid.*, « 1819 », ap. D.

Ces transformations eurent des répercussions importantes sur la vie paysanne. L'alimentation de l'habitant s'en est trouvée changée. Ce dernier consomme de moins en moins de pain blanc. De deux à trois livres par jour qu'il absorbait au 18^e siècle, il n'en mange plus vers 1822 qu'une livre. Par contre, on entre dans l'âge d'or de la soupe aux pois qui incluait dans sa préparation le lard et la patate. Il y a aussi les fèves au lard et même la fameuse galette de sarrasin pour les pauvres, les *grippe-sous* et les colons.

Une autre conséquence non moins importante, c'est que l'effacement du blé, cette céréale impériale, au profit de la patate et de l'avoine, ces productions locales pour un marché local, avait favorisé le repliement de la société rurale sur elle-même et avait rompu certaines de ses attaches concrètes à l'empire. Par contre un sentiment de dépendance et de concurrence s'était en même temps développé à l'endroit du Haut-Canada. Fait beaucoup plus grave, le déclin du blé signifiait une baisse décisive du revenu des classes agricoles. L'appauvrissement des classes paysannes est un des événements les plus importants de cette période troublée.

Cet effondrement du revenu paysan, résultat des modifications structurelles et de la baisse des prix après 1817, furent les deux principaux motifs qui poussèrent les habitants à accorder une attention plus marquée à l'élevage. En effet, entre 1765 et 1831, le nombre de porcs, de chevaux et de bêtes à cornes par ferme, double. Presque partout le cheval remplace le bœuf comme animal de trait. Il s'agit là d'une amélioration technique décisive. Il n'est pas étonnant non plus que, dans cette conjoncture difficile, l'élevage du mouton ait enregistré un bond assez spectaculaire. L'habitant de 1765 avait moins de trois moutons; celui de 1831 en possède plus de dix. Mais ces progrès, pour remarquables qu'ils soient, sont plus apparents que réels. La grande majorité des cultivateurs ne cherchaient pas à accéder au marché urbain mais plutôt à maintenir leur système d'auto-consommation familiale. D'ailleurs la pauvreté des pâturages, les lents départs de la culture du navet autant que le manque de soins donnaient à ces troupeaux une pauvre allure. La maigreur des moutons et leur faible rendement en laine étaient des lieux communs. Il est très rare qu'un mouton produisit plus de deux livres de laine. Il est fort significatif qu'à cette époque, on ne soit parvenu à dénombrer qu'un rouet par cinq familles rurales. Dès 1818, la dégénérescence du bon cheval de race canadienne est devenue un objet permanent d'inquiétude.¹³ Il en est ainsi des produits laitiers et de la viande de boucherie qui, en général, ne sont propres qu'à la consommation familiale.

Tout cela nous ramène à une des réalités fondamentales de l'époque : la crise généralisée de l'agriculture bas-canadienne qui se reflète au niveau des rendements. Il est certain qu'à la fin du 18^e siècle, lorsque le blé

¹³ *Ibid.*, « 1820-21 », ap. F.

occupe encore la plus grande partie de l'espace cultivé, le rendement moyen s'établit entre dix et douze minots à l'arpent. En 1822, Meiklejohn ne parle que de six minots à l'arpent. Mais, en 1831, quand la patate domine la récolte, le rendement moyen n'est plus que de 7.7 minots. Pourtant, vers les mêmes années, il existait des rendements nettement supérieurs chez les cultivateurs industriels et éclairés. A Hull, P. Wright, grâce à des méthodes perfectionnées, obtenait des rendements de vingt minots à l'arpent pour le blé, 20 pour le seigle, 40 pour l'orge, 30 pour l'avoine et 200 pour les patates.¹⁴ Autour des villes où beaucoup d'habitants se spécialisaient dans la culture de la patate et de l'avoine les rendements atteignaient 28. De son côté, le commerçant de bois, W. Patton, qui avait acheté des terres épuisées depuis longtemps, obtenait sur un espace de cinquante arpents un rendement de 31 minots et plus de 2000 bottes de foin.¹⁵ On peut donc parler d'un effondrement des rendements agricoles après 1802, qui rendait plus aiguë la nécessité d'une révision des pratiques agricoles. En 1824, Romuald Trudeau écrivait :

« Un quart de minot semé le printemps dernier par Monsieur Michel Fournier de la Rivière du Chêne a rapporté onze minots et demi de bled superbe. Exemple rare d'une pareille augmentation ! et qui prouve que si nos agriculteurs se donnoient la peine de cultiver leurs terres avec plus de soin, ils seroient bientôt en état de pouvoir au moins doubler le produit de leurs récoltes ordinaires ; mais non, il faut en convenir à la honte du plus grand nombre, ils se contentent, ils se hâtent même de confier à une terre bien souvent ingrate, une certaine quantité de froment, et ne s'en occupent plus. Ils laissent la nature faire la besogne toute seule, pendant ce temps ils passent un temps précieux soit en chicanes et en procès, soit à ivrognier chez eux ou dans les auberges, soit à danser et à se divertir. »¹⁶

On peut dire que la source principale des malheurs agricoles résidait dans le régime agraire du Bas-Canada. A l'origine, les immigrants, porteurs d'une tradition agricole, avaient implanté au Canada la pratique de *l'assolement triennal*, étroitement associée dans la métropole à la production annuelle des céréales. Mais l'arrivée d'un plus grand nombre d'immigrants peu au fait de ces habitudes avait provoqué une désintégration de cette méthode d'assolement. Quand les observateurs disent au 19^e siècle que les habitants ignorent toute rotation de culture, ce n'est là qu'une vérité partielle. W. Evans disait en 1850 : « les Canadiens français divisent les terres en deux parties, semées alternativement sans semer de graines de foin sur la partie en pâturage. »¹⁷ Il y a bien là le principe d'une rotation de culture. En général, le paysan en arrivait, après avoir réservé une portion de sa tenure pour le bois de chauffage, à ensemençer chaque année deux parcelles de sa terre : une en blé et l'autre en produits secondaires. La troisième était laissée en jachère ou en pâtu-

¹⁴ *Ibid.*, « 1823-24 », ap. R.

¹⁵ *Ibid.*, « 1850 », ap. TT.

¹⁶ R. Trudeau, *Mes Tablettes*, vol. I, p. 77s.

¹⁷ JALBC, « 1850 », ap. TT.

rage. Mais le paysan bas-canadien ne respectait pas la loi fondamentale du régime triennal, à savoir le principe de la rotation annuelle. Un témoignage de 1850, corroboré par des centaines d'autres, est particulièrement significatif de l'origine de cet état de choses :

« Le sol primitif possédant par lui-même une richesse extraordinaire, produisant sans engrais ou plutôt produisant par les engrais que les siècles y avaient déposés des récoltes abondantes, rendait en ce sens le travail de l'homme inutile ou de moindre utilité : la virginité du sol et sa durabilité permettait que pendant des années on put retirer de la terre la même récolte. Le blé étant le plus profitable des grains on ne semait que du blé et on semait toute la terre, ne gardant de bétail que juste pour la nécessité, et ne calculant pas dans ce que produisent les animaux l'engrais qu'ils fournissent. C'est ainsi que notre sol s'en est allé s'appauvrissant jusqu'à ce qu'épuisé il a cessé de produire le blé, ou n'a plus produit qu'un grain maladif et sans la force de résister aux accidents. Le mal a surgi si à coup, il était si peu attendu de la classe agricole qui jouissait sans souci des biens du présent, que le découragement a saisi bien des cœurs qui se sont résignés avec l'apathie du désespoir à un mal qu'ils ont cru au-dessus de leur pouvoir de faire cesser. Il n'est pas inutile de signaler en passant que l'abondance des récoltes a produit chez un grand nombre le goût du luxe, qui a fait qu'une grande partie de notre population se trouve aujourd'hui endettée à un fort montant. »¹⁸

En réalité, il s'agissait d'un assolement à trois temps. Le paysan affectait une première parcelle au blé qu'il cultivait au même endroit durant plusieurs années jusqu'à ce que la terre manifeste des signes d'épuisement; il répétait ensuite le même procédé sur la jachère; au troisième moment, il ensemencait la portion réservée aux produits secondaires. Un tel système ne pouvait que provoquer une détérioration progressive des sols. Le manque d'engrais attribuable d'abord au nombre réduit de bestiaux et, par la suite, à la mauvaise utilisation du fumier, diminuait la productivité. En 1795, il n'était pas rare de voir un habitant jeter le fumier dans la rivière; en 1830, il en faisait un mauvais usage. La faible extension des prairies artificielles, des labours trop superficiels, des hersages mal faits, des drainages défectueux, le foisonnement des mauvaises herbes, la qualité souvent inférieure des semences, le déboisement excessif des fermes, quand le bois de chauffage se rarifie, de même que la pratique de laisser la récolte trop longtemps sur le sol après la moisson contribuèrent à faire du sol bas-canadien une terre improductive. David Handyside, un cultivateur écossais, disait que, depuis trente ans, il avait constaté le déclin graduel de l'agriculture et de sa prospérité. W. Evans a assez bien résumé la situation en 1850 :

« Je crains que le cultivateur en général n'ait quelque aversion pour les innovations dans son genre de vie et dans son mode de culture. Je crains qu'il n'emploie pas les instruments aratoires et autres, les plus propres à ameublir ses terres et à leur donner ce degré de préparation qui seul peut lui promettre de belles et abondantes récoltes. Je crains encore que

¹⁸ *Idem*; voir aussi D. Faucher, *L'assolement triennal en France, Etudes rurales*, « 1961 », p. 7-18.

l'agriculteur néglige trop les engrais et l'élève des moutons et des bêtes à cornes; qu'il ne se rappelle pas assez souvent qu'il y a dans les semences une rotation à suivre par laquelle seule il puisse conserver à ses champs leur puissance de production, et à lui-même et à ses enfants un bien-être et une richesse nécessaires à la prospérité du pays. Je crains enfin que le cultivateur n'ait pas conscience du mal qu'il fait en abattant sans cesse les arbres de la forêt qui s'éloigne de plus en plus des habitations et qu'on ne remplace pas en partie par des plantations judicieusement faites... »¹⁹

Il serait excessif de croire que les paysans n'ont en aucune façon été sensibles à l'immense besoin qu'on éprouvait d'un renouvellement des pratiques agricoles. Le mouvement vers la création des sociétés d'agriculture régionales ne venait certes pas des habitants, trop individualistes et routiniers, mais de la minorité britannique. Peu à peu cependant, grâce à l'appui des professions libérales et des curés, ces sociétés vont exercer une certaine influence dans le milieu rural. Partout on verra des signes d'amélioration partielle dans l'un ou l'autre des aspects de la vie agricole : engrais, rotation, labours, hersage, sarclage, semences, équipement de la ferme, réseau routier et élevage. Mais ces progrès furent surtout le fait d'une minorité plus dynamique dans le cadre de la petite propriété ou, le plus souvent, initiatrice d'une concentration de la propriété foncière.

En 1829, le secrétaire de la société d'agriculture de Huntingdon disait :

« Depuis deux ans il s'est opéré une amélioration décidée dans l'agriculture du pays, non seulement parmi les agriculteurs britanniques, mais ce qui est une circonstance d'une grande importance, parmi les cultivateurs canadiens. Il est vrai pourtant que ces derniers n'ont pas marqué pour les travaux et pour la prospérité de la société un intérêt aussi grand que les premiers, néanmoins ils ont manifesté un grand désir de profiter de tous les avantages que la société est si propre à produire. Les principaux perfectionnements canadiens que le comité a à rapporter regardent le labourage et la substitution, jusqu'à un certain point, des patates et du bled d'inde à l'usage presque exclusif du froment. La culture de ces deux comestibles, après qu'elle se sera étendue d'année en année, effectuera d'elles mêmes un grand nombre des améliorations rurales qui sont si fortement à désirer. En même temps, il faut remarquer que les Canadiens ne sont pas encore experts dans l'art de cultiver la patate; ce qu'ils en récoltent est inférieur sous le double rapport de la qualité et de la quantité... Les Canadiens avancent sans contredit dans l'art du labourage; la charrue batarde ordinaire, tirée par deux chevaux s'introduit partout, et quoiqu'on emploie encore généralement des *toucheurs*, il n'y a pas de doute qu'on ne s'en passe bientôt. On aperçoit aussi dans les bestiaux un indice d'amélioration, à laquelle n'ont pas peu contribué les taureaux supérieurs que garde depuis deux ans le seigneur de Beauharnois... »²⁰

¹⁹ JALBC, « 1850 », ap. TT.

²⁰ *Ibid.*, « 1830 », ap. I. Le rapport annuel de la société d'agriculture du district de Québec pour 1820 confirme ces orientations et montre leurs origines. « Le comité a aussi eu occasion d'observer que nos Cultivateurs, qui jusqu'à présent ont été si attachés à certaines règles fixes et à des opinions reçues qui les guidoient presque entièrement dans leurs opérations, ont maintenant fait quelques progrès, en

De tels comptes rendus rassurants se produisent périodiquement; mais le plus souvent ils font état de l'ampleur même de la crise agricole.

II. LE RÉGIME SEIGNEURIAL ET LES TENSIONS DÉMOGRAPHIQUES :

Pendant que l'agriculture traverse des moments difficiles, le régime seigneurial se trouve ébranlé par les changements majeurs du temps. L'historiographie canadienne-française a eu tendance à considérer ce système comme une structure immobile, fixée une fois pour toutes selon des lignes fermes et éminemment destinée à protéger le censitaire. La conception du seigneur, simple agent de la colonisation insensible à l'appel des intérêts matériels, relève de cette vision des choses. Évidemment le régime seigneurial appartient d'abord au monde des structures et, comme tel, il vise à inscrire la réalité sous le signe d'une certaine permanence; mais les cadres, même les plus stables à certaines époques, doivent, en d'autres circonstances, subir l'épreuve des réalités nouvelles. Ainsi, au début du 19^e siècle, la croissance du capitalisme, qui tendait à assimiler la propriété foncière à ses lois, mettait directement en cause cette structure traditionnelle. En effet l'ensemble des prescriptions directes et dérivées de ce système visaient à restreindre la mobilité de la propriété foncière et à limiter l'investissement massif de capitaux sur des terres. Aussi les capitalistes en demandaient-ils l'abolition. Par contre, il apparut à ceux que la crise agricole affectait le plus durement, qu'une application rigide de toutes les exigences de la tenure seigneuriale et de toutes les règles de droit qui en découlaient serait particulièrement propre à les protéger contre les capitalistes. Il n'est donc pas étonnant que, dans cette conjoncture défavorable, le régime seigneurial soit devenu un instrument de lutte contre l'Anglais, celui-ci étant le symbole du capitalisme. Pourtant il est des évolutions qu'on ne peut refuser indéfiniment.

En réalité, le fonctionnement du régime seigneurial n'avait jamais, malgré les précautions prises par l'État, échappé à l'emprise de la conjoncture économique. Ainsi, au 18^e siècle, dès le moment où les prix agricoles entrent dans leur phase ascendante, les taux des cens et rentes tendent à s'ajuster d'une façon ou d'une autre, à cette progression. La théorie d'un taux fixe, dans le temps et dans l'espace quand les circonstances ne l'exigeaient pas, n'avait donc de signification que pour ceux qui désiraient restreindre les abus des seigneurs ou défendre la valeur

adoptant les améliorations recommandées par la Société, tel que de semer du Trèfle et du Mil avec leurs moissons vertes; la culture des Navets, des patates et autres végétaux propres à nourrir les animaux l'hiver, sur une plus grande échelle; faisant dans quelques cas, ces moissons vertes faire partie d'une succession régulière de culture: l'avantage qui en viendra à ceux qui cultivent abondamment ces articles pour nourrir leurs animaux l'hiver ne peut manquer de convaincre leurs voisins de la nécessité de cultiver très régulièrement ces végétaux très essentiels et, dans ce climat, plus assurés que le grain». *Ibid.*, «1819», ap. F.

intrinsèque de cette institution. Telle sera la situation au début du 19^e siècle, lorsque les capitalistes auront mis la main sur une forte proportion des seigneuries. Dès lors s'inscrit une tendance irréversible à considérer la seigneurie comme une propriété capitaliste. Cela est vrai non seulement pour les marchands, propriétaires de seigneuries, mais aussi, parfois à un moindre degré, pour les seigneurs de vieille souche. Aucun des seigneurs, pas plus Papineau qu'un autre, n'a été capable d'administrer sa seigneurie selon la théorie des taux fixes et selon les Édits de Marly. L'eussent-ils fait qu'ils auraient été forcés de vendre leurs terres.

Toujours est-il qu'au début du 19^e siècle, l'attitude des seigneurs se transforme considérablement.²¹ C'est qu'eux aussi se ressentent de la crise agricole et qu'ils veillent avec plus de diligence à leurs intérêts. D'abord la montée du commerce du bois, en 1806, les détermine à multiplier les réserves dans les contrats de concessions et souvent à remettre en vigueur des droits tombés en désuétude. Les places de moulins, le bois de pin, le chêne et parfois le bois de chauffage, lorsqu'il se fait rare, restent le plus souvent sous le contrôle des seigneurs. Grâce au droit de retrait, ces derniers usent plus librement qu'auparavant de leurs prérogatives de premiers créanciers. Fait étonnant, même après 1817, date après laquelle la tendance des prix s'oriente vers une baisse à long terme, les seigneurs continuent à augmenter les taux des cens et rentes ou se contentent de maintenir les taux établis au moment de la hausse. Dans les deux cas, le censitaire est le perdant. On les voit profiter de l'endettement des paysans pour les obliger à consentir de nouveaux contrats de concessions conformes à leur politique nouvelle. Face à la dévaluation inquiétante de la propriété foncière, les propriétaires de seigneuries réagissent en refusant de concéder sur simple demande. Désormais l'obtention d'une terre non défrichée sera une entreprise difficile et ruineuse pour l'habitant. Le règne des pots-de-vin, des ventes fictives, de la dépossession des censitaires établis sans titres mais tolérés pendant un an ou deux, quand ce n'est pas celui du simple chantage s'instaure un peu partout dans le Bas-Canada. A mesure que la pression démographique s'exercera, cette parcimonie s'étalera avec plus d'efficacité. Il est évident que cette attitude contribua à aggraver la situation déjà précaire des classes paysannes. On devra s'étonner que le milieu rural ne se soit pas davantage dressé contre les initiatives des seigneurs. Mais les politiciens, dont plusieurs avaient des seigneuries, veillaient à canaliser l'agressivité populaire contre l'Anglais, contre le capitaliste, cet ennemi des institutions traditionnelles. Faisant figure d'institution nationale, le régime seigneurial devenait intouchable et cela, dans un contexte où il amplifiait les difficultés des classes paysannes et les tensions démographiques.

²¹ Les grandes enquêtes sur l'agriculture qui se multiplient entre les années 1820 et 1854 — n'est-ce pas là le signe d'une inquiétude profonde chez les contemporains ? — font état de cette nouvelle attitude.

La poussée démographique de la fin du 18^e siècle alors que le territoire seigneurial offrait encore d'énormes disponibilités, fut un facteur de prospérité. C'est pourquoi cet accroissement de population s'accompagne d'une fructueuse diversification des occupations. Progrès économique et progrès démographique allaient de pair. À côté des professions libérales dont les effectifs se multipliaient, apparurent les marchands de campagne et les artisans locaux, dont la présence exigea l'aménagement des villages. Mais, dès le moment où le terroir commença à manifester des signes d'épuisement, des tensions démographiques se firent jour. C'est que l'agriculture bas-canadienne, en raison de ses techniques arriérées, ne pouvait supporter une forte concentration de population même sur un vaste espace. L'encombrement des seigneuries, avec ou sans la mauvaise volonté des seigneurs, devenait un événement d'autant plus grave que l'accroissement démographique demeurait extrêmement élevé. Une forte proportion de jeunes se trouvèrent rapidement dans l'impossibilité d'obtenir des terres et ainsi naquit un prolétariat rural formé d'ouvriers agricoles aux prises avec le chômage saisonnier et de chômeurs chroniques qui attendaient tout de l'exploitation forestière. Les premières tensions démographiques apparurent vers 1820. Il en résulta d'abord un mouvement d'émigration des vieilles paroisses vers les plus jeunes; et ensuite débuta l'émigration aux États-Unis. En 1831, les non-propriétaires formaient 27% des effectifs ruraux. Entre 1825 et 1831, près de 40 paroisses virent leur population diminuer alors que douze comtés enregistrèrent des gains inférieurs à 10%.

Ainsi la crise agricole, le régime seigneurial, le surpeuplement des campagnes de même que la confusion politique se conjuguèrent pour produire un profond malaise au sein du groupe canadien-français. La forte immigration britannique après 1824 contribua davantage à ancrer la conviction qu'une menace mortelle pesait sur la société canadienne-française. L'explosion nationaliste qui en sort provient à la fois de l'intériorisation de ce péril et de l'incapacité des classes paysannes d'accepter le défi de la révolution des techniques. D'ailleurs la conjoncture économique ne recélait pas que des éléments défavorables, elle comportait nombre d'invitations au progrès.

III. LA CONJONCTURE :

La hausse séculaire des prix se poursuit jusqu'en 1816.²² Mais, l'année suivante, on assiste au renversement brusque de la conjoncture internationale de sorte que la tendance à long terme des prix s'oriente

²² Les contemporains ont eu conscience de l'importance de l'évolution des prix sur la vie agricole. Ainsi une enquête faite en 1851 sur le régime seigneurial et son fonctionnement établit ainsi le mouvement à long terme des prix : 1729-1757 «28 ans» : prix moyen du blé 3 livres 10 sols; 1766-1796 «30 ans» : 4 livres 9 sols; 1796-1816 «20 ans» : 10 livres 9 sols; 1816-1841 «25 ans» : 6 livres 15 sols; 1841-1851 «10 ans» : 6 livres 8 deniers. JALBC, «1851», ap. NNN.

vers la baisse. Ce changement occasionne au Canada un climat de difficultés qui pèse lourdement sur la vie économique. Tous les secteurs en sont affectés. Les commerçants qui voient décroître avec régularité leur marge de profits ont un intérêt majeur à réduire leurs frais. Dans ce contexte, la baisse des salaires apparaît comme une solution temporaire inapte à résoudre les problèmes fondamentaux de l'entreprise. Dans un pays encore dominé par le capitalisme commercial où le facteur distance était primordial, la question des transports devint d'autant plus vitale que le Bas-Canada jouait de moins en moins son rôle dans le trafic des produits agricoles. C'est pourquoi la révolution des prix ajoutée à la crise agricole menaçait directement la stabilité des classes commerçantes. D'où les appels incessants des marchands anglais en faveur de réformes non seulement dans les pratiques agricoles mais aussi dans les structures économiques, sociales et juridiques du Bas-Canada. La concurrence américaine rendait encore plus urgente l'amélioration des moyens de transport et en particulier la canalisation du Saint-Laurent. Mais le Canada était un pays sous-développé et les capitalistes éprouvaient un pressant besoin de capitaux qui ne pouvaient venir que de la métropole à un moment peu propice à l'émigration des fonds britanniques. La confusion générale qui régnait alors dans le Bas-Canada, puissant obstacle aux réformes en profondeur, réduisait au minimum la possibilité de canaliser les investissements anglais vers le Canada qui faisait toujours figure de parent pauvre par rapport aux États-Unis. Tout cela créait un climat d'anxiété et d'agressivité parmi les classes commerçantes. Qu'advient-il du système préférentiel, si nécessaire au commerce canadien dans ces moments difficiles ? Le progrès des idées libre-échangistes en Angleterre et au Canada en même temps que la baisse des prix agricoles laissaient entrevoir à plus ou moins brève échéance la disparition des tarifs protecteurs. En 1822, Bathurst écrivait à Dalhousie :

« Quoique je déplore vivement l'existence de cette détresse, je ne puis m'empêcher de croire que, au moment où les produits agricoles de la mère-patrie subissent une grande dépréciation, on serait mal venu de recommander à la considération du Parlement toute modification des lois actuelles au bénéfice du Canada qui pourrait exporter du blé et, toute proportion gardée, d'autres céréales lorsque le prix courant de 8 boisseaux (un quarter) de blé en Angleterre s'élève à 67 shillings, soit 13 shillings au-dessous du taux d'importation consenti à toute autre partie du monde. »²³

Fait aussi grave, le programme des marchands rencontra une opposition farouche de la part des Canadiens français. Les marchands eurent d'abord contre eux la masse des petits trafiquants régionaux de céréales qui d'une façon ou d'une autre vivaient de la crise agricole. Ces petits spéculateurs, forts en politique et en patriotisme, craignaient que

²³ Bathurst à Dalhousie «14 janv. 1822». *Documents constitutionnels* «1819-1828», p. 97.

la canalisation du Saint-Laurent n'accentue la baisse des prix agricoles et ne détruit leur négoce. Ce sont eux d'ailleurs qu'on retrouve derrière le *parti-patriote* et la rébellion de 1837. Il faut dire aussi que les paysans qui n'avaient jamais perdu espoir de voir renaître la culture du blé dans le Bas-Canada, les appuyaient. Évidemment ils auraient payé le blé moins cher mais ils gardaient la conviction qu'une fois la canalisation réalisée, c'en était fait de la culture du blé sur leur terroir.

Pris dans son ensemble, le programme des marchands heurtait la conscience d'une population qui, parce qu'elle était inhibée par la crise, se cramponnait plus que de raison à ses structures traditionnelles. Face aux incertitudes du présent et aux risques que comportait l'acceptation des défis du temps, elle a choisi de rester sous l'écran protecteur de la tradition attendant presque tout des bonnes grâces du destin.

Ajoutée à la crise agricole, la baisse longue des prix agricoles accentuait d'une façon catastrophique le déclin du revenu paysan. Un texte de 1821 est fort significatif de cette tendance.

« A moins que les habitans du district de Montréal ne se mettent plus généralement à fabriquer eux-même des étoffes pour s'habiller, ils se trouveront bientôt sans moyens de se garantir de l'intempérie des saisons. Les articles qu'ils pourront se procurer avec le prix obtenu pour le peu de denrées nécessaires à la consommation des villes, ne seront qu'un secours momentané; car les prix tomberont bientôt encore plus, tellement qu'ils payeront à peine les frais du transport des denrées au marché; tandis que le prix des marchandises importées augmentera plutôt, l'argent devenant plus rare, car il faudra en envoyer une grande partie dans la Grande-Bretagne pour acheter de nouveaux approvisionnemens. »²⁴

Puis il y avait toujours les fameuses années de mauvaises récoltes où tout semble se conjurer contre l'habitant. D'ailleurs elles furent beaucoup plus fréquentes et plus graves après 1800. Celles de 1805, de 1812, de 1816, de 1818, de 1828 et de 1833 furent mémorables. Ce furent de véritables malheurs collectifs dont les conséquences se firent sentir pendant plusieurs années. En 1833, la récolte manque complètement dans le district de Québec.²⁵ Dans les paroisses de Saint-Simon et de Trois-Pistoles, le curé dénombre 406 familles, dont le tiers a de quoi vivre jusqu'à la récolte, le tiers a de quoi subsister jusqu'au printemps et dont un troisième tiers commence à manquer de tout. Ce spectacle peu réjouissant se retrouve dans la plupart des paroisses. Ainsi, à Sainte-Agnès et à la Malbaie, 450 familles sont dans la plus grande détresse. Telle est la situation à Rivière-Ouelle où 208 familles n'ont rien à manger. Au 18^e siècle, le paysan abordait ces années de famine avec un fatalisme résigné; il n'en est plus ainsi au 19^e siècle. Le malheur, quand il tend à devenir une loi, engendre la rancœur et il se trouve maintenant des politiciens aveugles ou intéressés pour canaliser cette agressivité à leur profit.

²⁴ *Gazette de Québec*, «16 oct. 1821».

²⁵ JALBC, «1834», ap. H et T.

Pourtant cette conjoncture n'était pas seulement porteuse de malheurs. Les cultivateurs industriels, capables de se libérer de l'esprit de routine, en firent de fructueuses expériences. A part les années 1822 à 1825, le marché extérieur soit en Angleterre soit aux Indes occidentales fut presque toujours assez largement ouvert aux céréales. L'ampleur des exportations de blé et de farine en provenance de Haut-Canada et des États-Unis le prouve abondamment. Mais la mauvaise qualité de la production bas-canadienne dans son ensemble la défavorisait sur le marché impérial. Il y avait là un défi supplémentaire en faveur de l'amélioration des techniques agricoles.

D'autre part, le marché local prit des proportions inconnues jusqu'alors. La diversification de la population, le commerce du bois, le ravitaillement des centaines de navires qui venaient annuellement au port de Québec de même que l'immigration massive étaient des stimulants pour les cultivateurs. Cette masse d'individus avait besoin de pain, d'avoine, de patates, de chevaux, de produits laitiers et de viande. Mais encore là il fallait que l'habitant soit attentif à l'appel du marché et à ses exigences fondamentales sur le plan de la qualité des denrées. Il fallait aussi que le politicien, même au moment où florissait le libéralisme doctrinaire, soit sensible au besoin de protection qu'éprouvait l'élite agricole. En fait ce furent les Américains et les Haut-Canadiens qui profitèrent avant tout de ces possibilités nouvelles.

Cette conjoncture, parce qu'elle appelait une réduction du déficit de la balance commerciale, était initiatrice de certaines industries étroitement liées à l'activité agricole. Ce n'était pas seulement l'industrie limitée à la famille dont on avait besoin; c'était aussi un noyau d'industrie textile. Les circonstances nécessitaient au surplus la mise en place d'une industrie du cuir. Enfin, autant que le sucre d'érable, dont la production croissait d'année en année, les distilleries avaient un avenir prometteur en terre canadienne. Mais, encore une fois, la routine paysanne, la pauvreté des moyens de transport, les habitudes de consommation de l'habitant canadien-français et l'incompréhension des politiciens expliquent la lenteur des départs et des progrès.

Par tout ce qu'elle comporte d'aspects économiques, démographiques, sociaux, politiques et culturels, la crise agricole se situe au centre des principaux problèmes de la première moitié du 19^e siècle. Aussi la révolution de 1837-38 apparaît-elle, en grande partie, comme une réponse détournée aux problèmes posés par l'action conjointe des tensions démographiques et de la crise agricole.²⁶ Cette crise met en lumière,

²⁶ Un contemporain W. Sutherland a fort bien vu la relation qui existait entre l'option révolutionnaire dans le Bas-Canada et la crise agricole: "I verily believe that the almost total destruction of the wheat crops by the wheat fly, which was the case for 6 or 7 years, and just about the period of the rebellion in 1836 and 7, was in one respect an incidental cause of that rebellion. The French Canadian

derrière les deux types d'agriculture en opération dans le Bas-Canada, la présence de deux entités culturelles sans aucun doute distinctes mais offrant une grande disparité dans leur degré d'évolution. C'est pourquoi le professeur Creighton a pu parler, en se référant à la société canadienne-française, de société féodale décadente. Ce qui signifierait que c'est moins la diversité des valeurs que la différence des niveaux d'évolution qui fut la source fondamentale des conflits raciaux. La société canadienne-française ne pouvait plus, sans qu'il en résulte des inconvénients graves, maintenir une agriculture de type archaïque. Sa croissance démographique l'interdisait. Pourtant c'est l'époque où on commence vraiment, et cela dès la première phase d'enracinement de la crise, à parler de la vocation agricole des Canadiens français. Cette valorisation sans discernement de l'agriculture, qui ne visait pas d'abord à son renouvellement mais à définir les bases d'une culture fortement singularisée, apparaît chez l'élite comme une réaction de peur susceptible tout au plus de rassurer les inquiets et d'aveugler la masse des myopes.

Ce n'est pas que cette crise soit le seul moteur des événements de cette époque troublée. D'autres facteurs essentiels, économiques ou autres — on ne doit pas oublier non plus l'action des personnalités de premier plan ainsi que la possibilité d'options diverses — sont intervenus pour établir des orientations spécifiques; mais il reste finalement que la question agraire a préoccupé tous les esprits, même ceux qui essayaient de se rassurer en se disant qu'après tout notre population paysanne était la plus morale au monde. Papineau était de ceux-là.

La grande sensibilité des contemporains à ces réalités prenantes que sont les crises et les explosions de prospérité se reflète au plus haut point dans l'historiographie canadienne-française. En effet celle-ci traduit assez bien les réactions émotives des classes dirigeantes canadiennes-françaises face aux oscillations de la vie économique. Il n'est donc pas étonnant de constater, après avoir confronté les jugements des historiens avec les séries chiffrées, que les bons gouverneurs ne viennent qu'en période de prospérité, réelle ou artificielle, et que les méchants ne se montrent qu'en temps de crise et plus particulièrement de mauvaise récolte. Une telle simplification des choses résulte à la fois du mépris de l'économie et de l'idéalisation du fait politique. C'est pour avoir sous-estimé la signification des bouleversements économiques du temps et avoir accepté sans critique l'interprétation de certains contemporains, que notre historiogra-

peasantry had always been in the habit of consuming a great deal of wheaten bread in their families. But by the wheat fly they were obliged to feed up on the inferior grain, oats and potatoes. I have myself observed among them the discontent this at first occasioned, and altho they could not blame the Government on this account, still when a man is suddenly reduced to more uncomfortable circumstances than customary, he is the more ready to receive the impulse of dissatisfaction infused into him by discontented and designing demagogues and their numerous emissaries". *On the Present Condition of United Canada as regards to Agriculture, Trade and Commerce*, «1849», p. 7.

phie a été entraînée à exagérer le rôle des faits politiques et constitutionnels. Le temps semble venu de chercher à saisir les intérêts et les motivations réelles que masquent les idéaux, politiques ou autres, et les pétitions de principe. En élargissant ses perspectives, notre histoire politique y perdra en options désintéressées mais elle y gagnera considérablement à devenir plus humaine.